

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 4 septembre 2014

Direction des finances

37 2014.RRGR.62 Motion 026-2014 UDC (Brand, Münchenbuchsee) EOS 2: publication des propositions de la CFIN et des cadres de l'administration

N° de l'intervention: 026-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.01.2014
Déposée par: UDC (Brand, Münchenbuchsee)
(porte-parole)
UDC (Blank, Aarberg)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 23.01.2014
N° d'ACE: 835/2014 du 24.06.2014
Direction: FIN

EOS 2: publication des propositions de la CFIN et des cadres de l'administration

Le Conseil-exécutif est chargé

1. de publier toutes les propositions faites par les cadres de l'administration et la Commission des finances au sujet de l'Examen des offres et des structures ;
2. de présenter les conséquences financières (et notamment le potentiel d'épargne) de chacune de ces mesures.

Développement

D'après le rapport EOS 2014, la Commission des finances et les cadres de l'administration ont déposé des propositions concernant l'EOS. Le Conseil-exécutif n'a toutefois pas accordé le sérieux nécessaire à l'étude des suggestions des cadres. Dans le rapport (p. 144), il se contente de faire la remarque lapidaire suivante : « Le Conseil-exécutif n'a pas encore trouvé le temps de les [les propositions soumises par des cadres] examiner jusque-là. » Une interpellation urgente du groupe UDC demandait quelles propositions avaient été concrètement déposées et quel était leur potentiel d'épargne. Le Conseil-exécutif n'a hélas pas répondu à ces questions en invoquant notamment comme arguments que « la qualité, la gamme et le niveau d'élévation varient fortement entre les quelque 100 propositions » et qu'« il s'agit donc en premier lieu d'idées exprimées spontanément par des individus (au sens d'un « remue-méninge ») et non de propositions mûrement réfléchies ». Voilà des arguments qui illustrent bien le respect que le Conseil-exécutif manifeste pour ses cadres et aussi pour les auteurs de l'interpellation !

Le Conseil-exécutif a adopté une attitude similaire concernant l'interpellation de l'UDC sur les propositions de la Commission des finances. Dans sa réponse, il a toutefois déclaré « qu'il est possible de suivre la majorité des propositions de la Commission des finances ». Mais les propositions n'ont pas été publiées comme le réclamaient les interpellateurs.

La situation des finances étant devenue encore plus critique après la décision de la Banque nationale de ne pas distribuer de dividendes – des dividendes qui sont inscrits au budget du canton, il est urgent de poursuivre l'étude de toutes les propositions d'économie. Elles pourraient en effet donner de bonnes impulsions : les cadres ont par définition une connaissance approfondie de leur unité et sont ainsi en mesure d'identifier les possibles améliorations des structures et des processus. Quant à la Commission des finances, c'est l'organe du Grand Conseil qui connaît le mieux les finances cantonales. Il faut donc impérativement publier les propositions pour que les membres du Grand Conseil puissent les apprécier politiquement et développer leurs propres propositions. La publication permet également de voir si les propositions applicables directement ont bel et bien été mises en œuvre ou si elles ont été reléguées au fond d'un tiroir. Enfin, les propositions pourraient servir de base de réflexion pour l'EOS 2.0.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif prendra tout d'abord position sur la demande formulée par les motionnaires de publier et de quantifier les propositions d'ajustement des offres et des structures de la Commission des finances. Puis, il indiquera la suite qu'il entend donner aux suggestions soumises par les cadres.

Propositions de la Commission des finances dans le cadre de l'EOS 2014 :

Les motionnaires soulignent à raison que, dans le cadre de l'examen des offres et des structures EOS 2014, la Commission des finances a présenté plusieurs propositions au Conseil-exécutif en vue d'alléger les finances publiques.

Dans sa réponse à l'interpellation 199-2013 UDC (Brand, Münchenbuchsee) « EOS: publier et analyser les suggestions de la Commission des finances », le Conseil-exécutif a indiqué que les propositions de la Commission des finances se situaient en majorité à un niveau très élevé et qu'elles exigeaient des éclaircissements approfondis pour déterminer si elles étaient réalisables, pour les quantifier, en déceler le potentiel d'allégement, délimiter les restrictions juridiques, établir les conséquences pour le personnel, etc. Il a estimé, à titre de conclusion intermédiaire, qu'il était possible de suivre la majorité de ces propositions.

Comme il s'agissait de propositions de la Commission des finances, le Conseil-exécutif ne se considérait pas autorisé, à l'automne 2013, à les publier dans sa réponse à l'interpellation 199/2013. Maintenant que la Commission des finances a fourni des informations sur certaines de ses propositions dans son rapport du 28 octobre 2013 sur le budget 2014, le plan intégré mission-financement 2015 à 2017 et l'EOS 2014, le Conseil-exécutif prend position ci-après sur l'avancement des travaux et la suite qu'il entend leur donner. Toutefois, il n'est toujours pas possible à ce jour de quantifier les propositions de la Commission des finances comme le demandent les motionnaires, étant donné qu'une partie des travaux des projets n'en sont qu'à leurs débuts (p. ex. projet « Audit indépendant de l'informatique ») et que la formulation des propositions est parfois relativement ouverte :

Proposition de la Commission des finances	Avancement des travaux / suite donnée par le Conseil-exécutif
1. Réduire la grande diversité des logiciels et des applications qui existent dans le domaine financier parallèlement au système principal FIS	Les propositions 1 à 4 de la Commission des finances sont examinées dans le cadre des travaux d'exécution des conclusions du projet « Audit indépendant de l'informatique dans le canton de Berne ». Une stratégie sera élaborée dans un sous-projet pour mettre en place un système ERP (Enterprise Resource Planning). L'introduction d'un tel système (comme p. ex. SAP) impliquerait en particulier de remplacer les applications FIS et PERSISKA actuelles, ce qui entraînerait une simplification du paysage des systèmes informatiques de l'administration cantonale. Cependant, l'introduction d'un système ERP serait aussi avant tout un projet d'organisation dans le cadre duquel il faudrait vérifier tous les processus transversaux dans le domaine des ressources pour déterminer les possibilités de normalisation et de simplification. Les travaux d'exécution de l'audit indépendant de l'informatique doivent débiter au troisième trimestre 2014 et il faudra étaler ce projet sur plusieurs années.
2. Étudier des solutions de remplacement du système d'informations financières FIS	
3. Étudier des solutions de remplacement du système d'informations sur le personnel PERSISKA	
4. Examiner la possibilité de centraliser / normaliser les fonctions transversales	
5. Examiner la possibilité de réduire les normes de construction des bâtiments et des ouvrages de génie civil	Le Conseil-exécutif et la Direction compétente vont discuter avec la Commission des finances des questions liées aux normes de construction et d'entretien des bâtiments et des ouvrages de génie civil. En ce qui concerne les bâtiments, la TTE a commandé une étude externe pour déterminer si le canton applique des normes trop élevées ou s'il a des coûts de construction excessifs. Le Conseil-
6. Examiner la possibilité de	

réduire les normes d'entretien des bâtiments et des ouvrages de génie civil	exécutif informera la Commission des finances des résultats de cette étude.
7. Identifier le potentiel d'économies éventuel sur les coûts indirects de personnel	Le Conseil-exécutif considère qu'il n'est guère approprié d'adopter des mesures d'économie en ce qui concerne les coûts indirects du personnel ¹ . Il a par conséquent renoncé, d'entente avec la Commission des finances, à réaliser un examen plus approfondi de la proposition.
8. Vérifier périodiquement les processus de réalisation des prestations	En vertu de l'article 101 de la Constitution cantonale et de l'article 2 de la loi sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration, le Conseil-exécutif considère que l'une de ses principales fonctions de direction consiste à réexaminer les structures et les processus en cas de changement significatif concernant les tâches essentielles. De ce point de vue, il ne voit dans la proposition de la Commission des finances aucune nécessité d'agir directement en ce qui le concerne. Le Conseil-exécutif estime en particulier qu'aucune mesure n'est susceptible de produire à court terme les allègements requis. Il a par conséquent renoncé, d'entente avec la Commission des finances, à réaliser un examen plus approfondi de la proposition.
9. Vérifier périodiquement l'efficacité des subventions cantonales	Il existe dans toutes les DIR/CHA des instruments pour vérifier l'efficacité des subventions cantonales. Les instruments appliqués varient selon le domaine et le montant des subventions. Vu les pratiques actuelles, le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a pas d'urgence à approfondir la proposition de la Commission des finances dans le contexte de l'EOS 2014. La Commission des finances est d'accord avec cette position, mais elle se réserve la possibilité de revenir ultérieurement sur cette question.
10. Élaborer une stratégie d'investissement au niveau du canton ou plusieurs stratégies au niveau des Directions	Le Conseil-exécutif a déployé ces dernières années de nombreux efforts allant dans le même sens que la proposition de la Commission des finances, efforts qu'il va poursuivre également à l'avenir. Sa priorité à cet égard consiste en particulier à mettre en œuvre les conclusions du projet d'optimisation des marchés publics (OB BE) à partir de 2014. En outre, le Conseil-exécutif dispose d'ores et déjà, dans certains domaines d'investissement, de stratégies sectorielles et d'instruments de pilotage, en particulier : - stratégie de mobilité globale, - plan du réseau routier et crédit-cadre d'investissement routier, - arrêté sur l'offre et crédit-cadre d'investissement TP, - MIP+ dans le domaine des bâtiments Au niveau cantonal, les décideurs politiques disposent en outre du « plan d'investissement intégré » comme instrument d'information et de pilotage.
11. Réduire le niveau des investissements	Vu la situation financière difficile et le volume des investissements en progression constante depuis plusieurs années, le Conseil-exécutif a décidé de plafonner l'investissement net ordinaire à CHF 500 millions par an lors du processus de planification de 2012. Cette mesure a réduit la marge de manœuvre pour effectuer des investissements importants au plan stratégique (p. ex. infrastructures de transport, hautes écoles). Du fait de la poursuite du plafonnement de l'investissement net ordinaire lors du processus de planification de 2013, il a fallu aussi réduire la planification sectorielle dans de

¹ Voir la réponse du Conseil-exécutif à la motion 19/2011 UDC (Blank, Aarberg) « Réduction des coûts indirects de personnel »

	nombreux domaines, ce qui a nécessité d'adapter, de reporter et d'annuler des projets. Le Conseil-exécutif décidera dans le cadre du processus de planification 2014 (élaboration du budget 2015 et plan intégré mission-financement 2016 à 2018), en tenant compte des perspectives de politique financière pour les années à venir, s'il est possible de maintenir le plafond de l'investissement ordinaire à un niveau de CHF 500 millions ou s'il faut éventuellement l'abaisser. La Commission des finances et le Grand Conseil pourront se prononcer sur le niveau des investissements, comme d'habitude, lors des débats budgétaires de la session de novembre 2014.
12. Vue d'ensemble des prestations cantonales fournies à titre volontaire	Selon le Conseil-exécutif, toutes les prestations qui sont fournies par les Directions et la Chancellerie d'Etat reposent en principe sur un mandat légal. Bien entendu, il existe cependant dans de nombreux domaines une certaine liberté d'action et d'appréciation en ce qui concerne l'étendue et l'intensité des prestations fournies. Les dispositions légales prévoient d'ailleurs dans bien des cas expressément une certaine marge de manœuvre pour s'adapter avec souplesse aux conditions actuelles (p. ex. conjoncture économique ou situation sur le marché du travail). La liberté de choix porte donc en l'occurrence tout au plus sur l'étendue de la prestation, et non sur la question de savoir s'il faut ou non la fournir. Le Conseil-exécutif renonce, d'entente avec la Commission des finances, à réaliser un examen plus approfondi de la proposition. La Commission des finances est d'accord avec cette position, mais elle se réserve la possibilité de revenir ultérieurement sur cette question.
13. Améliorer la gestion cantonale des immeubles	Le canton de Berne ne dispose pas actuellement d'un système interdirectionnel centralisé de gestion des sites et des équipements. Les Directions et les offices ont des compétences propres dans ce domaine. Le Conseil-exécutif a chargé la TTE de lancer un projet pour déterminer les interfaces et la répartition des responsabilités entre l'OIC et les Directions utilisatrices. Les premiers résultats sont attendus pour la fin de l'année 2015. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif renonce, d'entente avec la Commission des finances, à réaliser un examen plus approfondi de la proposition. La Commission des finances est d'accord avec cette position, mais elle se réserve la possibilité de revenir ultérieurement sur cette question.
14. Ajuster la répartition des coûts entre le canton et les communes dans le domaine des transports publics pour passer à 60%/40%	Les propositions de la Commission des finances concernant le budget 2014, le plan intégré mission-financement 2015 à 2017 et l'EOS 2014 (session de novembre 2013) comprenaient aussi notamment une déclaration de planification visant l'ajustement de la répartition des coûts entre le canton et les communes dans le domaine des transports publics. Un tel ajustement aurait impliqué de modifier la loi sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC) mais il aurait eu le même effet qu'un simple transfert de charges du canton vers les communes. La Commission des finances a retiré cette déclaration de planification avant les débats budgétaires. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif ne voit pas d'urgence à ajuster la répartition des coûts entre le canton et les communes dans le domaine des transports publics. La proposition de la Commission des finances pourra éventuellement faire l'objet d'une nouvelle discussion à l'occasion d'une prochaine révision de la LPFC.

15. Renforcer l'application du principe des coûts complets dans les domaines où le canton offre des prestations facturables à des tiers	En décembre 2010, le Conseil-exécutif a décidé d'étudier différentes mesures à l'échelle du canton pour assainir les finances publiques, au titre du « programme d'allègement des finances de 2012 ». Par l'ACE 691 du 13 avril 2011, il a chargé les Directions et la Chancellerie d'Etat de procéder à des ajustements individuels des valeurs en points ou des barèmes dans l'ordonnance sur les émoluments afin de tenir compte du renchérissement de 14,6 pour cent accumulé depuis 1995, en respectant le principe de l'équivalence. Après la mise en œuvre du programme d'allègement des finances de 2012, le Conseil-exécutif considère que les marges de manœuvre dont il disposait jusque-là sont en grande partie épuisées. Il estime donc qu'il n'y a pas d'autres mesures à prendre dans l'immédiat dans ce domaine.
16. Réaliser des allègements dans le domaine de l'Eglise et dans celui des autorités judiciaires et du Ministère public	Autorités judiciaires et Ministère public : Du fait de leur indépendance institutionnelle, le Conseil-exécutif ne peut pas imposer aux autorités judiciaires et au Ministère public des allègements dans leur domaine. Eglises : Suite à l'adoption, lors des débats budgétaires de la session de novembre 2013, de la déclaration de planification de la Commission des finances concernant la dotation des paroisses en ecclésiastiques, un AGC sur le nombre de postes d'ecclésiastiques rémunérés par le canton sera soumis au Grand Conseil durant la session de septembre 2014. De plus, le Conseil-exécutif prévoit de présenter au Grand Conseil un rapport sur les relations entre l'Eglise et l'Etat à la session de septembre 2015. La Commission des finances est informée de ces prochaines étapes et les approuve.

Propositions des cadres :

Dans sa réponse à l'interpellation 200-2013 UDC (Brand, Münchenbuchsee) « EOS: publier et analyser les suggestions des cadres », le Conseil-exécutif a indiqué concernant les propositions des cadres : « Il s'agit [...] en premier lieu d'idées exprimées spontanément par des individus (au sens d'un « remue-méninges ») et non de propositions mûrement réfléchies et pouvant être évaluées sous l'aspect politique, qui auraient été élaborées suivant un processus structuré et sur la base d'une procédure méthodique clairement définie, comme par exemple les mesures d'allègement de l'EOS 2014 » que le Conseil-exécutif a soumises au Grand Conseil.

Dans cette même réponse, le Conseil-exécutif a aussi estimé que, dans leur forme actuelle, les propositions des cadres n'étaient dans l'ensemble pas appropriées pour être, par exemple, soumises au débat politique au Grand Conseil. Il a néanmoins présenté les propositions des cadres à la Commission des finances, afin de déterminer avec elle quelle suite leur donner dans le cadre du dialogue de planification.

Le 19 mai 2014, la Commission des finances a informé par écrit le Conseil-exécutif qu'il lui fallait « ...un peu plus de temps en ce qui concerne les propositions des cadres ». Elle a indiqué que la Commission des finances nouvellement formée examinerait à nouveau ces propositions à partir de juin 2014 et qu'elle communiquerait ensuite les conclusions de ses discussions sous une forme appropriée au Conseil-exécutif.

Le Conseil-exécutif ne souhaite pas anticiper sur les conclusions de la Commission des finances. Comme il l'a annoncé, il se prononcera sur la suite à donner aux propositions des cadres d'entente avec la commission et en tenant compte des conditions générales de politique financière.

Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption et classement

La présidente. Je vous souhaite la bienvenue. J'aimerais bien que vous vous installiez, et que vous vous calmez un petit peu, j'aimerais commencer les débats. Donc, j'ouvre la séance. Nous nous trouvons à l'affaire 37, la motion de l'UDC «EOS 2: publication des propositions de la Commission des finances et des cadres de l'administration.» (*La présidente agite sa cloche.*) M. Brand a la parole, s'il s'était annoncé. (*Hilarité. Monsieur Brand retourne à sa place pour s'annoncer.*) – Merci, M. Brand. Nous sommes en débat libre.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Die Antwort auf diese Motion, die wir von der SVP-Fraktion aus eingereicht haben, ist symptomatisch für die Finanzpolitik der rot-grünen Regierung. Sie entspricht der Kommunikation der Regierung anlässlich der Präsentation des Voranschlags 2015. Wenn man sich die Kommunikation des rot-grünen Regierungsrats anhört, hat man den Eindruck, dass der Kantonshaushalt saniert sei und man sich zurücklehnen und weiterwursteln könne wie bisher. Man merkt deutlich, welche Mehrheitsverhältnisse in der Regierung herrschen. Es ist schon unglaublich, wie leichtfertig der Regierungsrat mit der schwierigen Finanzsituation des Kantons umgeht. Wenn man den Finanzplan ab 2016 anschaut, sieht man, dass dieser schon wieder rote Zahlen aufweist, wenn man die Zahlungen der Nationalbank wegzählt, die ab 2016 bereits wieder darin stehen. Es ist etwas dreist, so zu tun, als sei der Kanton schon über den Berg. Schauen wir doch einmal die Steuerbelastung an, sowohl für die natürlichen Personen wie leider auch für die Unternehmen. Verglichen mit dem schweizerischen Durchschnitt ist die Steuerbelastung viel zu hoch. Konkret zur Motion: Wir wollen, dass das, was im Zuge der Angebots- und Strukturüberprüfung aufgegleist wurde, auch weitergeführt wird; nämlich die Prüfung der Angebote des Kantons. Wir wollen schauen, was wirklich zwingend ist, was der Kanton unbedingt tun muss, und was zur Kategorie «Wunschbedarf» gehört und worauf man verzichten könnte. Dies wäre eigentlich eine Daueraufgabe der Regierung. Doch wenn man die Kommunikation der Regierung betrachtet, ist man nicht ganz sicher, ob es der Regierung wirklich ernst ist damit. Wir wollen, dass die Angebote des Kantons einer dauernden Überprüfung unterzogen werden, und zwar in einer Art und Weise, die diesen Namen verdient. Dabei können die Vorschläge der FiKo sowie der Kadermitarbeiterinnen und -mitarbeiter wertvolle Hinweise liefern. Die Vorschläge der FiKo sind in der Antwort auf die Motion gut dargestellt, allerdings fehlt die Darstellung der finanziellen Konsequenzen. Die Vorschläge der Kadermitglieder hingegen will der Regierungsrat nicht offenlegen. Es geht ja nicht darum, dass wir wissen wollen, wer was gesagt hat. Es geht darum, dass wir wissen wollen, wo das Kaderpersonal des Kantons Einsparungsmöglichkeiten sieht. Wer hat einen detaillierteren Einblick in die Verwaltung als das Kader? Dies ist genau das Problem von uns Grossräten: Unsere Flughöhe ist oft zu hoch. Wir sehen wichtige Details und Fakten nicht und können sie auch nicht sehen, weil wir nicht täglich im Betrieb sind. Es erscheint uns in höchstem Masse unfair, wenn der Regierungsrat sagt, die Vorschläge des Kadern seien nicht ausgereift und eigneten sich nicht für eine Offenlegung, es habe nur ein Brainstorming stattgefunden. Immerhin stammen diese Vorschläge vom Kader unserer Verwaltung. Man kann ruhig sagen, was das Kader meint. Immerhin haben sich die Kadermitglieder die Mühe gemacht, etwas zur Debatte beizutragen, und dieser Beitrag kann sehr wertvoll sein. Der Teil der Motion, welcher die Kadervorschläge betrifft, ist somit definitiv nicht erfüllt. Deshalb kann man diese Motion auch nicht abschreiben. Wir bestreiten die Abschreibung der Motion. Die SVP-Fraktion bittet Sie, diese Motion anzunehmen, aber nicht abzuschreiben.

La présidente. Je voulais encore saluer Monsieur le Directeur de l'économie. Madame Zryd a la parole pour le PS-JUSO-PSA. Je prie les porte-paroles des groupes de s'annoncer.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Peter, wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion haben durchaus Verständnis für deine Motion, wir unterstützen sie sogar, das kann ich vorwegnehmen. Doch wir möchten sie abschreiben. Ich erkläre jetzt, weshalb: Die SP steht ganz klar für Transparenz ein. Diese ist, wie du natürlich weisst, eines unserer Kernanliegen. Aber was uns Mühe macht, ist, dass ihr nur das Kader mitreden lassen wollt. Was ist denn mit den anderen Angestellten? Diese könnten doch auch etwas dazu sagen. Uns erscheint es unfair, die Mitarbeitenden nicht einzubeziehen. Dies wäre der erste Punkt. Zweitens haben wir gehört, dass man vor allem Missstände aus anderen Direktionen aufgezeigt hat. Wir finden das Whistleblower-System gut, finden aber, man solle zuerst

vor der eigenen Türe kehren. Der Regierungsrat sagt in seiner Antwort klar, dass er das Anliegen wahrgenommen hat und die Motion umsetzen will beziehungsweise schon umgesetzt hat. Er übergibt das Dossier gewissermassen der FiKo. Wir denken, dass es dort am richtigen Ort ist. Die FiKo hat jetzt Zeit, das Ganze anzuschauen und auszuwerten und uns anschliessend zu präsentieren. Ich denke nicht, dass es richtig wäre, wenn man namentlich auftreten und zum Beispiel sagen müsste, die Person X wolle die Grösse des Parlaments reduzieren, oder die Person Y findet, dass man in der Finanzdirektion zu lange Kaffeepausen mache. Der Personenschutz muss gewährleistet werden, aber man muss die Anliegen prüfen. Ich bin sicher, dass man im Rahmen der ASP noch Einsparungen machen könnte. Wie schon gesagt, wir sind bereit, diese Motion anzunehmen, bitten aber darum, sie abzuschreiben.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die Motionäre fordern eine Offenlegung aller ASP-Vorschläge und Ideen der Kadermitglieder und der FiKo-Mitglieder, inklusive der finanziellen Konsequenzen. Es darf hier die Frage gestellt werden, in welchem Interesse dieser Vorstoss eingereicht wurde und welche sachdienlichen Gründe es gibt, den nach bestem Wissen und Gewissen geführten ASP-Prozess von der effizienten Workshop-Struktur zwischen Regierung, FiKo und Verwaltung an die politische Öffentlichkeit zu zerren? Wo trauen wir dem Parlamentsbetrieb wirkungsvollere und sorgfältigere Lösungen zu? Bei der seriösen Kommissionsarbeit, oder auf der öffentlichen Plattform im Grossen Rat? Beim Thema ASP ist analytische Grundlagenarbeit gefragt, nicht ein öffentlicher Infoaustausch, der allenfalls noch schädlich sein könnte. Die EVP lehnt diese Forderung deshalb ab. Wir sind der Meinung, die Regierung habe eine gute Antwort gegeben, und befürworten bei Annahme der Motion deren Abschreibung. Ein letztes Wort noch an den Motionär: Hier geht es nicht um links oder rechts, und es geht auch nicht um einen Angriff auf den rot-grünen Regierungsrat, sondern darum, welches sachdienliche Verfahren wir in diesem schwierigen Prozess haben. Das sachdienliche Verfahren besteht eindeutig darin, dass wir das Ganze in den Kommissionen sauber ausdiskutieren können, ohne mit Details an die Öffentlichkeit gehen zu müssen. Ich bitte Sie, dies zur Kenntnis zu nehmen.

La présidente. Puisque vous êtes au centre de la salle, Mme Imboden, j'en profiterais pour vous souhaiter mes meilleurs vœux pour votre anniversaire. Toutes mes félicitations! (*Applaudissements*)

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Herzlichen Dank! Ich kann mich für die grüne Fraktion meinem Vorredner, Herrn Kipfer, anschliessen. Die grüne Fraktion kommt zum selben Schluss, dass das Vorgehen, welches die SVP vorschlägt, nicht sachdienlich ist. Wir teilen zwar die Einschätzung, dass es sinnvoll ist, transparent zu machen, welche Diskussionen rund um die Finanzpolitik geführt werden. Doch ich appelliere an die Finanzverantwortlichen der SVP, zu bedenken, dass die Finanzkommission sowie die anderen Kommissionen den Auftrag haben, solche Fragen zu prüfen. Auch gibt es in den Kommissionen keine rot-grünen Mehrheiten, somit sollte dies kein Argument sein. Wir sind sehr einverstanden mit der Antwort der Regierung, welche darlegt, welche Vorschläge bereits geprüft wurden. Wir sind der Ansicht, dass der Transparenz hier Genüge getan ist. Bezüglich der Kaderangestellten muss man sich wirklich fragen, ob dies für die Finanzpolitik der richtige Weg ist. Der Antwort der Regierung ist ja zu entnehmen, dass die Vorschläge im Rahmen eines Brainstormings entstanden sind. Bis jetzt hat man gesagt, die Finanzpolitik sei ein Geschäft, welches von einer gewissen strategischen Flughöhe aus betrieben werden solle, damit der Kanton Bern wieder auf einen guten Weg kommt. Deshalb sind wir der Meinung, dass es nicht sachdienlich ist, spontan geäusserte Vorschläge aufzunehmen. Wir sind aber durchaus einverstanden, die Verwaltung und insbesondere das Kader in diesen Prozess einzubeziehen. Doch es ist wohl sinnvoller, dies im Rahmen eines strukturierten Verfahrens zu tun und auch ein klares Ziel festzulegen. Jede Direktion soll Vorschläge machen können zu der eigenen Arbeit, aber auch zur Arbeit anderer Direktionen, doch dies soll in einem geordneten Verfahren geschehen. Man kann zum Schluss kommen, dass es aus Kostengründen effizient wäre, den Grossen Rat abzuschaffen, das kann durchaus sein, aber vielleicht gibt es auch Gründe, den Grossen Rat nicht abzuschaffen, weil man die Demokratie über die finanziellen Ersparnisse stellt. Fazit: Die grüne Fraktion wird den Vorstoss in dieser Form nicht unterstützen. Falls er angenommen wird, plädieren wir für die Abschreibung. Ich denke, hier ist es sinnvoller, die Finanzpolitik mit den Kommissionen gemeinsam an die Hand zu nehmen, und nicht Finanzpolitik à la SVP in Form von Brainstormings zu betreiben.

Jakob Etter, Treiten (PBD). «Das Volk wird in der Krise innovativ». Ich sage dies, obschon ich nicht behaupten möchte, dass der Kanton Bern in einer Krise steckt. Doch wenn man die Liste betrachtet, welche die Kadermitarbeiter zusammengestellt haben, sieht man doch ein gewisses Sparpotenzial. Der Regierungsrat hat im letzten Herbst in vorausschauender Weise die ASP-Massnahmen unterbreitet. Sie erinnern sich noch an die langwierigen Diskussionen, welche wir in der letzten Novembersession hier im Rat geführt haben. Wir haben jedoch nur über die Vorschläge der Regierung diskutiert. Die FiKo hat Vorschläge unterbreitet. Die Kadermitglieder haben Vorschläge unterbreitet. Diese standen jedoch damals nicht zur Diskussion. Sie sehen die Liste der Vorschläge der FiKo in der Antwort auf diese Motion. Auch die Kadermitarbeiter haben eine ganze Reihe von Vorschlägen gemacht, welche durchaus prüfenswert sind. Diese sind nicht in der Motionsantwort aufgeführt. Es wurde zum Beispiel vorgeschlagen, die Anzahl Grossräte zu halbieren, oder die Anzahl Regierungsräte zu reduzieren. Es stehen etwa 100 Vorschläge auf dieser Liste. Zweifellos ist ein Sparpotenzial vorhanden, es sind jedoch auch nicht alle Vorschläge umsetzbar, das ist klar. Doch diese Vorschläge dürfen aus unserer Sicht nicht schubladiert werden, sondern sie müssen weiterverfolgt und allenfalls in ein späteres Sparpaket einbezogen werden.

Die Motion verlangt ja nicht, dass diese Vorschläge alle umgesetzt werden. Sie verlangt nur eine Offenlegung der Vorschläge, und sie will, dass diese Vorschläge auch ernst genommen werden. Dies erscheint mir richtig. Die Kadermitglieder haben sich Mühe gegeben und Überlegungen angestellt. Das Budget für das Jahr 2015 und für die folgenden Jahre sieht zwar positiv aus. Allerdings ist die Situation sehr labil. Es könnten verschiedene ungünstige Ereignisse eintreten. Die Wirtschaft könnte zum Beispiel stagnieren, oder die NFA-Gelder könnten ausbleiben. Heute stand ja in der Zeitung, der Bundesrat habe den Vorschlag gemacht, diese Mittel anders zu verteilen. Dadurch würde der Kanton Bern 90 Mio. Franken weniger einnehmen. Auch die Zinsen könnten steigen. All dies würde die Situation ändern. Aus diesen Überlegungen heraus unterstützt die BDP-Fraktion die Motion in beiden Punkten. Die Abschreibung der Motion, wie es die Regierung vorschlägt, können wir nicht unterstützen. Wir bitten Sie deshalb, diese Motion in beiden Punkten anzunehmen und die Abschreibung abzulehnen.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich darf mit Freude zur Kenntnis geben, dass ich diesmal den Worten Jakob Etters vollumfänglich zustimmen kann und die Position der SVP, welche ich darlegen werde, in genau dieselbe Richtung weist. Inhaltlich sind wir uns innerhalb der SVP einig. Es handelt sich um einen Fraktionsvorstoss. Wir haben ebenfalls mit Freude zur Kenntnis genommen, dass der Regierungsrat gewillt ist, diese Motion anzunehmen. Mit dem Abschreibungsantrag haben wir jedoch Probleme. In diesem Parlament diskutieren wir über sehr verschiedene Dinge. Manchmal habe ich den Eindruck, dass man über gewisse Dinge lieber nicht diskutieren möchte, wie zum Beispiel über die Jet-Boote auf dem Thuner- oder Brienersee. Damit kann sich das Parlament dann eine halbe Stunde auseinandersetzen. Doch hier geht es um eine ernsthafte, wichtige Frage. Die finanziellen Probleme des Kantons sind alles andere als gelöst. Die SVP ist der Meinung, dass man alle Möglichkeiten ausschöpfen muss, und zwar so, wie es die Motion verlangt und wie es vom Regierungsrat übernommen werden soll. Insbesondere die Vorschläge der Kadermitarbeitenden sollen untersucht werden. Selbstverständlich sollen sie nicht veröffentlicht werden, doch die FiKo sollte das Potenzial eruieren.

Der zweite Punkt der Motion hält fest: «Es sind die zu erwartenden finanziellen Konsequenzen darzulegen». Im Moment befinden wir uns noch in einem Prozess. Die FiKo hat in einem Brief festgehalten, dass man noch Zeit brauche, doch der Prozess läuft. In diesem Zusammenhang erscheint es der SVP-Fraktion wichtig, dass man die Mitarbeit der Kadermitglieder ernst nimmt und nicht einfach sagt, es sei jetzt erledigt, die Finanzkommission erledige jetzt, was noch zu tun sei, und damit sei das Thema vom Tisch. Wir werden die Abschreibung einstimmig bestreiten, und ich bitte den Rat, dem zu folgen.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP findet es gut, dass das Kader ebenfalls Vorschläge dazu gemacht hat, wo man sparen könnte. Wie wir mit diesen Vorschlägen umgehen, ob man zum Beispiel die Namen der Personen wissen muss, welche die Vorschläge formuliert haben, ist für uns weniger wichtig. Wichtig ist, dass man sie ernst nimmt und dass man sich dafür engagiert, sie umzusetzen. Auch von den übrigen Kantonsangestellten sind Vorschläge eingetroffen, die manchmal noch weiter gehen als jene des Kaders. Wir müssten den Mut haben,

diese auch aufzunehmen und zu bearbeiten. Wir fänden es falsch, diese Motion jetzt abzuschreiben. Damit würden wir jenen, die die Vorschläge erarbeitet haben, ein falsches Signal geben. Deshalb nimmt die FDP die Motion an und lehnt die Abschreibung ab. Wir hoffen, dass diese Vorschläge dann in der FiKo und anschliessend hier im Parlament ernst genommen werden, und dass Schritte unternommen werden, um eine Verbesserung zu erreichen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich fasse mich kurz, das meiste wurde bereits gesagt. Wenn jemand wirklich weiss, wo gespart werden kann, dann sind dies die Angestellten. Nicht nur das Kader, sondern alle Angestellten. Diese zu fragen, gehört zu den besten Ideen, die hier bisher eingebracht wurden. Wir fragen uns jedoch, was damit genau bezweckt wird und in welcher Form man diese Vorschläge offenlegen will. Uns erschien die Erklärung der Regierung logisch. Wir haben hier klare Abläufe. Die Vorschläge gehen zuerst an die FiKo, welche sie erst einmal «aussiebt» und die wirklich relevanten Ideen aussondert. Wir würden dann nur diese erhalten. Mir ist es egal, ob diese relevanten Vorschläge nun von einem Kadermitarbeiter des Kantons stammen, der auch an den Fraktionssitzungen einer bestimmten Partei teilnimmt. Wenn der Vorschlag gut ist, ist er gut. Deshalb unterstützen wir die Abschreibung, so wie sie die Regierung vorgeschlagen hat.

La présidente. Y a-t-il encore des porte-parole de groupes? Ce n'est pas le cas. Ah, vous êtes intervenant à titre personnel, M. Löffel.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich war gut sieben Jahre lang Mitglied der Finanzkommission. Für mich war dies die lehrreichste Zeit, die ich bisher hier im Grossen Rat verbracht habe. Was hier im Saal passiert, ist auch interessant. Doch was hinter verschlossenen Türen in der Finanzkommission geschieht, ist noch eine Spur interessanter, denn es geschieht in einem vertraulichen Rahmen, in dem man über Dinge sprechen kann, ohne dass die Medienvertreter und das Plenum mithören. Wenn ich nun im Vorstoss lese, alle Vorschläge seien einzeln offenzulegen, und wenn ich dann noch höre, dass dies von der SVP, der BDP und der FDP gefordert wird, kann ich nur den Kopf schütteln. Diese Parteien haben in der Finanzkommission die Mehrheit und haben somit eben gerade den Auftrag, sich um die Finanzen des Kantons zu kümmern, Geschäfte vorzubereiten und sich mit der ASP intensiv auseinanderzusetzen. Die Finanzkommission muss Kreditgeschäfte an sich reissen und sich detailliert darum kümmern. Es kann doch nicht sein, dass alle Vorschläge aus der Verwaltung, auch von den gewöhnlichen Angestellten, offengelegt und Breitgeschlagen werden. Was wird geschehen, wenn in Zukunft Leute um Mitarbeit angefragt werden und sie damit rechnen müssen, dass der Grosse Rat dann alle Ideen einzeln offenlegt und ausschachtet? Wie wirkt sich das aus, wenn man zurückverfolgen kann, aus welcher Direktion welcher Sparvorschlag kam? Sie können sich vorstellen, wie konstruktiv die Leute dann noch mitarbeiten werden. Für mich ist dies ein Vorschlag, der weder zielgerichtet noch hilfreich ist. Als ich noch Mitglied der Finanzkommission war, war es so, dass die Verwaltungsangestellten und die Regierungsmitglieder den Raum verlassen mussten, wenn wir abstimmten. Ich weiss nicht, ob dies heute noch so gehandhabt wird. Doch wir haben es so gemacht, damit man offen miteinander diskutieren konnte. Der Präsident der Finanzkommission nickt gerade, ich würde gerne hören, was er zu diesem Vorstoss meint. Für mich ist die Forderung wirklich daneben, welche in dem Vorstoss steht. Es ist wie gesagt Aufgabe der Finanzkommission, sich detailliert um diese Vorschläge zu kümmern und die konstruktiven, Erfolg versprechenden Ideen weiterzuverfolgen. Doch es ist sicher nicht sinnvoll, die Ideen in der Öffentlichkeit Breitzuschlagen.

Andreas Rickenbacher, directeur-suppléant des finances. Wir danken für die Diskussion, welche nun geführt wurde. Der vorliegende Vorstoss lehnt sich an die Interpellation an, welche Grossrat Brand bereits in der Novembersession eingereicht hat und die hier bereits diskutiert wurde. Anders als im letzten Herbst hat der Regierungsrat den Grossen Rat jetzt detailliert über die Vorschläge der Finanzkommission informiert. Dies hat einen speziellen Grund: Letztes Jahr hat sich der Regierungsrat nicht als legitimiert betrachtet, über die Vorschläge der Finanzkommission zu informieren, weil die Vorschläge noch innerhalb der FiKo diskutiert wurden. Nachdem die FiKo jedoch im Bericht zum Voranschlag 2014 diese Vorschläge selber publik gemacht hat, sprach aus Sicht der Regierung nichts mehr dagegen, diese in der Antwort einzeln aufzuführen. Was die Vorschläge der Kadermitglieder anbelangt, hat der Regierungsrat bereits im letzten Herbst in der Antwort auf die Interpellation Brand dargelegt, dass diese seiner Meinung nach nicht dazu geeignet

sind, im Einzelnen öffentlich diskutiert zu werden. Sie sind wie gesagt im Rahmen eines Brainstormings entstanden. Der Regierungsrat ist der Meinung, dass es richtig war, diese Vorschläge der Finanzkommission zukommen zu lassen. Die Finanzkommission sollte in einer ersten Phase über diese Vorschläge diskutieren. Meiner Einschätzung nach war sich der Regierungsrat darin mit der Finanzkommission einig.

Am 19. Mai 2014 hat die FiKo dem Regierungsrat mitgeteilt, dass sie diese Vorschläge der Kadermitglieder in der neuen Legislatur – und somit in neuer Zusammensetzung – nochmals besprechen und die Regierung später über das Ergebnis der Diskussion informieren möchte. Es scheint mir sehr wichtig, dies hier nochmals festzuhalten. Auch aus Sicht der Regierung sind diese Vorschläge wichtig und wertvoll. Es ist nicht so, dass wir den Eindruck haben, die Vorschläge seien schlecht. Wir arbeiten eng mit unseren Kadermitarbeitenden zusammen, und es ist für uns wertvoll, wenn von dieser Seite Vorschläge kommen. Doch die Debatte über diese Vorschläge soll zwischen FiKo und Regierungsrat stattfinden. Angesichts dieser Ausgangslage ist aus Sicht der Regierung das weitere Vorgehen in Abstimmung mit der FiKo klar. Die FiKo ist mit ihren eigenen Vorschlägen beschäftigt, und auch bei den Vorschlägen aus dem Kader ist die FiKo am Zug. Sie hat die Liste erhalten und wird wieder mit der Regierung in Kontakt treten. Ich möchte nicht im Einzelnen auf die Vorwürfe eingehen, welche vom Fraktionschef der SVP an die Regierung erhoben wurden. Es handelt sich dabei um politische Aussagen, welche wir schon im Eingangsvotum vernommen haben. Das Andere, Relevantere, sind die Resultate. Wenn man die Resultate der letzten acht Jahre anschaut, werter Herr Grossrat Brand, so sind diese eindeutig. Während sieben dieser acht Jahre hat man Überschüsse erzielt. Teilweise waren es substanzielle Überschüsse. Man hat dadurch aus eigener Kraft über eine Milliarde Franken Schulden abbauen können. Auch die Steuern hat man senken können. Dies sind die Resultate, alles andere sind politische Aussagen. Diese Regierung, Herr Grossrat Brand, lässt sich gerne an ihren Resultaten messen.

Ich sage jetzt noch etwas, das mit der Regierung nicht abgestimmt ist: Wenn ich es ganz sachlich anschau und die beiden Punkte der Motion betrachte, habe ich ein gewisses Verständnis dafür, dass man sagt, der zweite Punkt sei noch nicht abzuschreiben. Hier sind die Arbeiten im Gang, zum Teil ist die Regierung am Zug, und zum Teil die FiKo. Was jedoch den ersten Punkt angeht: Die Vorschläge der FiKo sind in der schriftlichen Antwort offengelegt. Die Vorschläge der Kadermitglieder sind einzeln gegenüber der FiKo, und somit Ihrem Organ, offengelegt worden. Hier ist die Finanzkommission am Zug, und sie ist das richtige Gremium, um über solche Vorschläge zu diskutieren. Der erste Punkt, meine Damen und Herren, ist wirklich erfüllt und kann abgeschrieben werden, und ich gebe zu, dass man über den zweiten Punkt diskutieren kann.

La présidente. L'auteur de la motion a la parole. Ce sont trois minutes.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich werde mir Mühe geben, damit du das Mikrofon nicht ausschalten musst. Ich habe nichts dagegen, Andrea Zryd, dass man auch die anderen Angestellten fragt. Wir haben einfach von den Vorschlägen der Kadermitglieder gewusst, doch wenn andere Angestellte auch etwas zur Angebotsüberprüfung beitragen wollen, ist dies toll. Dies ist ganz in unserem Sinn. Ich habe auch nicht gesagt, dass wir die Namen der Kadermitarbeitenden hören wollen, die Ideen eingereicht haben. Uns interessiert nur die Sache. Es geht uns darum, Vorschläge zu erhalten, wo man sparen und welche Angebote man abbauen kann. Woher die Vorschläge kommen, ist uns egal. Dies ist auch kein Misstrauensvotum an die Kommissionen. Dass die Finanzkommission diese Sache vorbereitet hat, finden wir super. Es ist uns an sich auch egal, wie detailliert die Informationen sind, die wir von der FiKo erhalten werden. Es gibt bestimmt Vorschläge, die man mit wenigen Worten beschreiben kann. Natalie Imboden, wenn man sagt, man wolle auf strategischer Flughöhe operieren, ist das manchmal praktisch, weil man nicht Stellung nehmen muss. Andererseits verlangst du von uns auch manchmal operationelle Vorschläge. Es kommt auf das Thema an, wie du argumentierst.

Der Regierungsrat möchte Punkt 1 abschreiben, doch dieser Punkt ist noch nicht erledigt. Er enthält die Vorschläge der Kadermitarbeitenden, und die sind zur Zeit nicht offengelegt. Punkt 1 ist punkto Finanzkommission erledigt, jedoch nicht punkto Kaderangestellte. Deshalb bitten wir Sie, diesen Vorstoss als Motion zu überweisen und nicht abzuschreiben.

La présidente. Nous passons au vote. Motion «EOS 2: publication de la CFIN et des cadres de l'administration». Nous ferons cela en deux votes, primo si vous acceptez ou refusez la motion, et

secundo nous voterons sur le classement. Ceux qui acceptent la motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	110
-----	-----

Non	38
-----	----

Abstentions	0
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Nous passons donc au classement. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	67
-----	----

Non	80
-----	----

Abstentions	2
-------------	---

La présidente. Vous avez refusé le classement. Je passe ma place au premier vice-président.